



KPMG SA
41 rue de la Milletière
CA Aéronef - Bât F - BP 79737
37097 Tours

ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest)

7 Rue Henri Spaak 37390 NOTRE DAME D'OE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
41 rue de la Milletière
CA Aéronef - Bât F - BP 79737
37097 Tours

ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest)

7 Rue Henri Spaak 37390 NOTRE DAME D'OE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARAUCO (Association Régionale d'Aide aux Urémiques du Centre Ouest) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tours, le 17 mai 2024

KPMG SA

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	8 889	7 340	1 549	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	223 662		223 662	223 662
Constructions	3 991 960	1 724 847	2 267 113	2 439 591
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 201 909	2 412 728	1 789 182	1 662 029
Immobilisations corporelles en cours	683 184		683 184	98 154
Autres	2 537 162	2 130 780	406 382	496 757
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	15		15	15
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	12 147		12 147	12 147
TOTAL I	11 658 928	6 275 694	5 383 234	4 932 355
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	525 147		525 147	361 193
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 096 793		1 096 793	960 454
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	260 785		260 785	103 155
Valeurs mobilières de placement	2 714 682		2 714 682	1 631 120
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 154 502		1 154 502	1 685 494
Charges constatées d'avance	215 695		215 695	117 601
TOTAL II	5 967 604		5 967 604	4 859 019
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	17 626 533	6 275 694	11 350 838	9 791 374

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	6 252 559	6 343 942
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	390 902	(91 383)
Situation nette (sous total)	6 643 461	6 252 559
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	163 052	166 613
Provisions réglementées		
TOTAL I	6 806 513	6 419 172
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	663 595	624 989
Provisions pour charges		
TOTAL III	663 595	624 989
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 006 644	770 558
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 128 688	414 218
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 592 273	1 527 102
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	130 243	
Autres dettes	1 449	13 903
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	21 433	21 433
TOTAL IV	3 880 731	2 747 213
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	11 350 838	9 791 374

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	80	70
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	12 115 058	11 368 833
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	60	340
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	126 107	49 910
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	35 038	39 242
TOTAL I	12 276 343	11 458 395
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 814 666	1 729 767
Variation de stock	(163 954)	45 965
Autres achats et charges externes	2 972 649	2 986 071
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	541 814	487 095
Salaires et traitements	4 264 427	3 811 021
Charges sociales	2 018 061	1 771 032
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	703 230	659 361
Dotations aux provisions	134 211	89 046
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	454	11 086
TOTAL II	12 285 557	11 590 444
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(9 214)	(132 049)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	98 235	33 580
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	696	15 615
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	7 934	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	106 865	49 196
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		7 934
Intérêts et charges assimilées	17 581	18 367
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	17 581	26 302
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	89 285	22 894

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	80 070	(109 155)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	276 254	9 076
Sur opérations en capital	37 561	24 848
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	313 815	33 924
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	1 425	12 103
Sur opérations en capital	1 413	3 720
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	2 837	15 823
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	310 978	18 101
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	146	330
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	12 697 024	11 541 515
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	12 306 122	11 632 898
EXCÉDENT OU DÉFICIT	390 902	(91 383)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

L'association ARAUCO a pour mission « la mise en œuvre, au profit des malades atteints d'insuffisance rénale, des moyens nécessaires à la prise en charge et au traitement de leur maladie dans toute structure alternative à l'hospitalisation ». Déclarée en mai 1971, elle dispose de 10 unités d'unités de dialyse médicalisée ou d'autodialyse sur l'Indre et Loire et le Cher situées principalement sur les centres hospitaliers.

Deux équipes médicales sont présentes sur chaque département avec des médecins salariés à temps plein. Leurs bureaux sont basés sur les UDM de Bretonneau et Bourges. Les néphrologues organisent leurs visites sur site toutes les semaines pour les UDM et tous les mois pour les autodialyses. Les équipes soignantes sont affectées à un département et tournent sur les sites en fonction de critère d'affectation défini. L'équipe est pluridisciplinaire et comprend une assistante sociale à temps plein, une infirmière qualité, une infirmière hygiéniste.

Les patients se dialysent 3 fois par semaine les lundis mercredis vendredis ou mardis jeudis samedis le matin, l'après-midi ou le soir avec leurs propres véhicules ou taxi/vsl pour des séances d'environ 4h.

Dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de la prise en charge des patients, des activités transversales sont organisées telles que l'Education Thérapeutique des patients, l'éthique, la prise en charge de la douleur avec des professionnels formés à l'hypnose, la cicatrisation, la réflexologie...

1- Faits majeurs de l'exercice

1-1 Unités

Fermeture des séries du mardi jeudi samedi sur Loches le matin et Chinon l'après midi

Recrutement d'un médecin à temps plein sur le Cher depuis décembre 2022 et démission d'un médecin à temps plein sur l'Indre et Loire en décembre 2023

Subvention reçue pour la garantie de financement de l'exercice 2022 retraits en exceptionnelle pour 233k€

1-2 Subvention

	2023
MIGAG point indice et pouvoir d'achat	92 758 €
Coefficient prudentiel :	80 027 €
IFAQ, ETP, Cyber Sécurité :	106 073 €
	<hr/>
	278 858 €

1-3 Subvention investissement (cf 2.6)

ST AMAND	650 000 €
HOPEN	52 048 €
SEGUR INVESTISSEMENT	40 000 €
SEGUR INVESTISSEMENT	34 000 €
	<hr/>
	776 048 €

2- Principes, règles et méthodes comptables*

2-1 Méthode générale

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

2-2 Actif

- *IMMOBILISATIONS INCORPORELLES*

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et concernent l'achat de logiciel informatique. La durée des amortissements est de 1 à 4 ans en mode linéaire.

- *IMMOBILISATIONS CORPORELLES*

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Construction Bourges et Notre Dame d'Oe	10 à 30 ans
- Construction Vierzon	5 à 30 ans
- Matériel médical	3 à 12 ans
- Petit matériel médical	2 à 10 ans
- Agencements installations	3 à 20 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Matériel mobilier de bureau	3 à 10 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier pour autodialyse	3 à 7 ans
- Matériel et outillage technique	4 à 5 ans

- *PARTICIPATION, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT*

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les VMP y compris le CET s'élèvent à 2 715K€, les intérêts courus à la fin de l'exercice à 43K€.

- *STOCKS*

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré. Le coût d'achat est composé du prix d'acquisition.

Tableau des immobilisations

	Valeur au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Concessions, licences, logiciels, droit et valeurs similaires	7 090	1 799		8 889
Immobilisations incorporelles	7 090	1 799	0	8 889
Terrains	223 662			223 662
Constructions	3 999 440		7 480	3 991 960
Installations techniques, matériel et outillage	4 184 560	504 839	487 490	4 201 909
Installations générales, agencements aménagés	2 032 310	33 945	16 556	2 049 699
Matériel de transport	57 111			57 111
Autres immobilisations corporelles	604 997	614 938	106 398	1 113 537
Immobilisations corporelles	11 102 080	1 153 722	617 924	11 637 878
Participations et créances rattachées	15			15
Immobilisations financières	12 147			12 147
Immobilisations financières	12 147			12 147
ACTIF IMMOBILISE	11 121 332	1 155 521	617 924	11 658 929

Amortissement des immobilisations

	Valeur au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Concessions, licences, logiciels, droit et valeurs similaires	7 090	250		7 340
Immobilisations incorporelles	7 090	250	0	7 340
Terrains				
Constructions	1 559 849	172 437	7 439	1 724 847
Installations techniques, matériel et outillage	2 522 531	377 635	487 439	2 412 727
Installations générales, agencements aménagés	1 682 703	85 334	16 556	1 751 481
Matériel de transport	36 435	13 972		50 407
Autres immobilisations corporelles	380 369	53 601	105 078	328 892
Immobilisations corporelles	6 181 887	702 979	616 512	6 268 354
Participations et créances rattachées				
Immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	6 188 977	703 229	616 512	6 275 694

- CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2-4 Engagements pris en matière de retraite

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 638K€. Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de retraite

(67 ans), d'un taux d'évolution des rémunérations de 4% (y compris inflation) et d'une actualisation au taux de 3.7%.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges et est valorisé avec un taux de charges de 59.17%.

Une provision pour les congés lors des arrêts maladies est constituée pour 26k€

2-5 Fonds associatifs

L'application du règlement ANC 2018-06 engendre un retraitement des subventions d'investissement affectées à des bien renouvelables et sont cumulés aux réserves d'autofinancement.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Réserves				
Réserves d'autofinancement	45k€			45k€
Report à nouveau	6 299k€		91k€	6 207k€
Résultat	-91k€	482k€		391k€
Total	6 253k€	482k€	91k€	6 643k€

2-6 Autres fonds associatifs

Fonds associatifs sans droit de reprise	6 253k€	482k€	91k€	6 643k€
Subventions d'investissement affectées sur biens renouvelables non renouvelables par l'organisme	167k€	34k€	38k€	163k€
Total	6 419k€	516k€	129k€	6 807k€

Il s'agit des subventions versées par l'ARS.

Elles concernent les investissements informatiques et la réhabilitation de Saint Amand Montrond, et sur 2021 se rajoute le programme Hopen pour les armoires réfrigérées de la PUI et les Ségur Investissement.

La méthode comptable consiste à reprendre les subventions au prorata des amortissements appliqués dans l'année.

2-7 Les Dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 007k€	119k€	887k€	

Les autres dettes ont une échéance à moins d'un an.

3- Informations relatives au compte de résultat.

3-1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 216k€. Elles correspondent à des charges d'exploitation se rapportant :

- Stocks pour 159k€
- Charges externes 57k€

3-2 Produits constatés d'avance

Cela concerne le remboursement d'assurance pour le dégât de Loches dont les travaux ne sont pas encore réalisés 21k€

3-3 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 86K€, il s'agit d'avoir à recevoir pour 39k€, d'indemnités journalières de Sécurité Sociale pour 10k€, remboursements de formation pour 8k€ et d'indemnité SFR 28k€.

3-4 Ventilation de l'effectif au 31/12

Catégories	2023	2022	2021
Administratif	4	4	4
Logistique	1	1	1
Médecins	5	5	5
Paramédical	78	80	69
dont ide	70	68	65
Pharmaciens	2	1	2
Techniciens	3	3	3
Total	93	94	84

3-5 Ventilation des produits d'exploitation en K€

Critères utilisés :

Tableau de répartition des produits d'exploitation	2022	2023	
Produits issus de la tarification	10 577k€	11 278k€	701k€
Coefficient prudentiel	39k€	80k€	41k€
Aides et Assurances	73k€	77k€	4k€
Autres produits divers	581k€	574k€	-7k€
	11 270k€	12 009k€	739k€

4- **Autres informations**

4-1 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolats, mise à disposition....)

L'association bénéficie des contributions volontaires suivantes, elles sont valorisées au coût du m2

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Location gratuite Château Renault	210m2	23k€
Location à 1€ Centre hospitalier JC Bourges 2043	802m2	88k€
Location à 1€ Centre hospitalier de Vierzon jusqu'en 2029	365m2	40k€
		151k€

4-2 Etat des créances

Les créances de l'actif circulant comportent le compte avances et acomptes pour un montant de 9k€. Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an.

4-3 Informations concernant les honoraires du commissaire aux comptes :

Les honoraires du Commissaire aux comptes s'élèvent à 17k€ TTC.

4-4 Engagements hors bilan

- Cautions

Les cautions données correspondent aux loyers du PSLV de Chambray les Tours pour un montant de 10k€ auquel se rajoute une caution pour les tenues d'Initial pour un montant de 2k€.

- Hypothèque

Une hypothèque a été contractée pour l'emprunt de Bourges à hauteur de 1300k€, il reste à la clôture 402k€ à rembourser.